

<http://pierre-alainmillet.fr/La-puissance-du-service-public-des-principes-de-la-SECU-a>



Conseil de métropole du 15 décembre 2025

La puissance du service public, des principes de la SECU à la régie de l'eauâ€

- Interventions - Conseil métropolitain du Grand Lyon -



Date de mise en ligne : lundi 15 décembre 2025

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Difficile pour ce dernier conseil de ne pas penser à notre bilan, même si c'est loin d'être une préoccupation des habitants confrontés aux crises qui bousculent leurs conditions de vie.

Bien sûr, les critiques ne manquent pas, d'ailleurs les communistes ont critiqué certaines actions, mais comment ne pas voir ce que ce mandat a apporté ? Il fallait changer de braquet pour le vélo, on était nombreux à le dire, c'est fait ! Il fallait accélérer l'adaptation au changement climatique, c'est fait, il fallait garantir le droit à l'eau et la transparence de la gestion publique, c'est fait, et c'est une très grande réussite, assurant la continuité d'un service public essentiel du quotidien avec de premières transformations significatives, sur la tarification, sur la relation usagers, sur la gestion et la défense de la qualité de l'eau, l'enjeu des ressources, des polluants. Comment aurions-nous fait face aux PFAS avec un groupe privé gérant l'eau ? Mais qui se souvient de Véolia ? quand je repense aux longues heures de débat pour savoir si on était prêt techniquement ou pas il y a 10 ans et les arguties qui cachaient mal de simples méfiances politiques, je me permets d'insister ; quelle démonstration de la puissance du service public, bien loin des discours dominants sur la performance irremplaçable de la concurrence.

Certes, il y a des volontés politiques locales qui se heurtent à des murs qu'on ne peut franchir localement. C'est le cas du logement ou malheureusement le mal logement s'est aggravé, dans un contexte de crise immobilière qui doit tout à une politique nationale du logement irresponsable. Nous l'avons dans la mesure du possible amortie partiellement. Mais malgré 1000 ouverture de places d'hébergement par an depuis 2020, dont celles de la métropole au-delà de ses compétences, il y a toujours plus de personnes à la rue !

Il est aussi des urgences sociales qui ne peuvent être réparées localement dans une crise économique et sociale profonde que confirment les dernières annonces comme la liquidation du groupe Brandt, que nous connaissions bien à Lyon. Il est terrible de constater que quand nous faisons plus, beaucoup plus pour la solidarité, malgré tout il y a plus d'urgences, d'injustices, d'inégalités. Bien sûr, ce serait pire, une catastrophe, sans nos politiques sociales, mais il faut avoir l'honnêteté de le dire. Nous ne pouvons réparer localement une société défailante.

Alors on peut parler de bilan, mais ce qui domine les préoccupations des habitants, c'est le sentiment que rien ne tient, que toute l'économie est en péril, que les élites économiques et politiques sont dépassées. Et ce sont les risques de guerre, le sentiment qu'il n'y a plus de limites, que tout est possible, la marine US devenue pirate attaquant des bateaux étrangers en eaux internationales, Trump jetant son dévolu sur les immenses ressources énergétiques du Venezuela après avoir tenté d'annexer le Groenland, le jury du Nobel transformé en annexe de la CIA exigeant qu'un gouvernement démissionne pour la remplacer par l'héroïne de son choix, cette héritière d'une vieille famille esclavagiste et dirigeante d'extrême-droite financée par les millions de l'USAID, cette Machado que certains appellent par euphémisme Margaret Thatcher.

Et que dire de notre théâtre parlementaire qui se poursuit et dont la plupart des citoyens n'attendent plus rien. Que Macron soit contraint à une nouvelle dissolution ou invente un nouvel épisode, de toute façon, ça ne ralentira pas les restructurations industrielles qui continuent, les pertes d'emplois dans les associations qui dénoncent des baisses de

subventions, ni la profonde crise de l'hôpital, du logement, de l'aide à l'enfance...

La France est malade d'une oligarchie qui ne fait que prélever sans rien créer et il n'y a pas de baguette magique pour la réparer, et surtout pas de baguette magique parlementaire ! Il faudrait un énorme effort populaire pour reconstruire les services publics sur une base non marchande, faire reculer les inégalités, assurer les droits de tous pour pouvoir faire reculer les trafics et les incivilités... Ce n'est pas utopique et la réussite de la régie publique de l'eau montre que l'effort public peut beaucoup ! Mais il faut sortir de ce qui divise notre peuple, le monde du travail, les milieux populaires, ce qui empêche de reconstruire une confiance populaire majoritaire dans un projet politique progressiste. Oui, il faut sortir du gauchisme qui malheureusement a plus de places dans les médias que les luttes des travailleurs. C'est la contradiction de ceux qui croient combattre l'extrême-droite en manifestant contre un meeting du rassemblement national, contribuant au buzz médiatique qui le conforte, sans comprendre que la bataille contre ses idées ne se joue pas dans l'espace médiatique des slogans et des valeurs, mais dans la dure réalité des relations au travail ou dans le quartier pour démontrer la force des solidarités face aux violences de la concurrence généralisée.

Mais le mauvais théâtre politique continue, comme avec ce budget de la sécurité sociale où certains ont cru faire la révolution, d'autres la réforme, sans voir à quel point ils construisaient une fausse querelle qui masquait le plus important. Car bien sûr, le vote de l'assemblée ne résout rien de la crise d'un système de santé qui était mondialement reconnu alors qu'il avait été construit dans un pays détruit par la guerre. Mais ceux qui votaient contre oubliaient de rappeler que jusqu'à la réforme Juppé, le budget de la secu n'était jamais voté à l'assemblée car c'était l'argent des salariés, que les caisses d'assurance maladie n'étaient pas l'état, mais un commun à tous les ayant droits, financé par une cotisation prélevée directement sur la valeur ajoutée, donc sans que le capital ne puisse y mettre son nez, permettant d'assurer le principe « à chacun selon ses besoins, de chacun selon ses moyens... », et géré par les salariés, donc sans que l'état ne puisse y mettre son nez ! Rocard a engagé le remplacement des cotisations par la CSG accélérant l'étatisation de ce qui n'appartient plus vraiment aux salariés. Il y a 40 ans, les cotisations représentaient 80% des recettes, en 2026, moins de la moitié ! La part employeur 50% et aujourd'hui seulement 20% ! Les réformes successives de gauche ou de droite qui disaient toutes vouloir « sauver le modèle social » n'ont cessé de le faire reculer et l'étatisation Juppé-Rocard a été le moyen de la privatisation de la santé. On sait que le groupe AXA est sur les rangs pour capter les milliards...

Oui, il n'y a rien à attendre de ce théâtre qui ne sert qu'à masquer la violence des inégalités par les péripéties des plans de carrières électorales.

Pendant ce temps, les Français voient le basculement du monde qui accélère et la France qui recule, se paupérise, se fracture, comme tout le monde occidental.

Un rapport récent de l'ONU nous apprend qu'il y a plusieurs millions de personnes qui vivent avec moins de 3\$ par jour aux USA, aucune en Chine qui a éliminé l'extrême pauvreté quand elle a triplé aux États-Unis selon les mêmes indicateurs. Le taux de pauvreté des plus de 66 ans aux États-Unis est de 23,2 %, presque une personne sur 4 ! Mais qui parle de cet enjeu social décisif dans les discussions sur la retraite ?

Et des patrons disent : désormais, il faut aller chercher les compétences en Chine ! Le patron de ACC, la gigafactory de batteries créée dans le nord, doit faire venir des ingénieurs et techniciens de Chine pour tenter de maîtriser son process industriel. Quel aveu d'échec de décennies de politiques de la destruction créatrice, du recentrage sur le cœur de métier, mais aussi d'un apprentissage qui ne s'appuie pas sur un système de formation public renforcé ! Quel mensonge de tous ceux qui inventent à chaque mandat un plan pour l'industrie en cachant ce qui impose des objectifs de rentabilité de court terme irréalistes. Quelle duplicité des discours sur une transition énergétique par le marché, quand la dernière usine de fabrication de panneaux photovoltaïques a fermé.

Ajoutons que la dernière version de l'IA chinoise Deepseek bat tous les records de performance. Des imbéciles tentent de l'interdire en occident au nom des risques de sécurité alors même que cette IA contrairement aux outils US, est en opensource, donc qu'on sait exactement ce qu'elle fait. Visiblement, personne ne tire les leçons de l'expérience Nexperia aux Pays-Bas, ni du constat que le plus grand réseau numérique quantique du monde, 10km, est chinois.

Une des conséquences est que la France est le pays de l'UE où le taux d'emploi et le taux de pauvreté augmente ensemble... Ca ne semble contradictoire qu'à ceux qui ne connaissent pas les travailleurs pauvres qui sont souvent des travailleuses, ubérisés, précarisés, partiellisés, dont de nombreux autoentrepreneurs pauvres.

C'est le modèle d'une société en voie de sous-développement que porte les élites économiques et politiques de la France enfermées dans leur privilèges. Elles sont désormais incapables de penser le développement d'un pays moderne, de choisir la productivité contre les bas salaires, la baisse du temps de travail et une augmentation massive des temps de formation contre l'ubérisation, la coopération gagnant-gagnant avec le Sud contre la concurrence libre et totalement faussée de l'école de Chicago et de l'Union Européenne.

Bien creusé vieille taupe disait Marx affirmant que le communisme est une idée neuve en Europe. Son chemin a été long et tortueux, mais la transformation du monde est irréversible.